

Ministère de l'Education nationale

Jury d'Etat en vue de procéder à l'examen portant sur la culture générale pour l'admission aux établissements d'enseignement artistique supérieur de plein exercice qui organisent un enseignement des arts plastiques du premier ou du deuxième degré en langue française, session 1985. Appel aux candidats, p. 9097. — Publication faite en exécution de l'article 20 de l'arrêté royal du 13 août 1984 déterminant la composition et le fonctionnement de la Commission instituée par l'article 2 de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, p. 9099.

« Ministère de l'Education nationale »

Examencommissie van de Staat voor het afnemen van het examen over de algemene vorming voor de toelating tot de inrichtingen voor hoger kunstonderwijs met volledig leerplan die onderwijs in de plastische kunsten organiseren van de eerste of de tweede graad in de Franse taal, zittijd 1985. Oproep tot de kandidaten, bl. 9098. — Bekendmaking gedaan ter uitvoering van artikel 20 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1984 tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de Commissie ingesteld door artikel 2 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, bl. 9099.

Ministerium der Nationalen Erziehung

Veröffentlicht in Ausführung des Artikels 20 des Königlichen Erlasses vom 13. August 1984 bezüglich der Zusammensetzung und Wirkung der durch Artikel 2 des Gesetzes vom 29. Juni 1983 über die Schulpflicht eingesetzten Kommission, S. 9102

Exécutifs — Ministère de la Communauté flamande

Examen pour candidats bibliothécaires à Bruxelles, août-septembre 1985, p. 9103.

Executieven — Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap

Examen voor kandidaat-bibliothecarissen te Brussel, augustus-september 1985, bl. 9103.

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS**MINISTÈRE DES FINANCES**

F. 85 — 1049

Arrêté royal portant mise en vigueur et exécution de l'article 17, § 2, de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté réalise la possibilité accordée par l'article 17, § 2, de la loi du 28 décembre 1984 supprimant ou restructurant certains organismes d'intérêt public, de modifier par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, cette modification a pour but de permettre à des organismes d'intérêt public qui dépendent des Communautés ou des Régions de participer au régime de pensions institué par la loi du 28 avril 1958 précitée.

Depuis la réforme de l'Etat d'août 1980, l'établissement d'un régime de pensions pour le personnel des organismes des Communautés et des Régions relève de la compétence exclusive des Conseils respectifs.

Mais rien n'empêche les Communautés et les Régions d'autoriser leurs organismes à adhérer au régime de pensions de la loi du 28 avril 1958 à condition cependant que les modifications adéquates soient apportées à cette loi.

Ces modifications sont nécessaires parce que la procédure d'affiliation des organismes, telle qu'elle est prescrite par cette loi, n'est plus adaptée aux nouvelles structures de l'Etat. Actuellement, l'affiliation s'effectue par arrêté royal, sur la proposition conjointe du ministre chargé du contrôle de l'organisme et du ministre que a

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN**MINISTERIE VAN FINANCIËN**

N. 85 — 1049

Koninklijk besluit houdende inwerkingstelling en uitvoering van artikel 17, § 2, van de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, geeft gevolg aan de mogelijkheid geboden door artikel 17, § 2, van de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut, om bij koninklijk besluit de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbende te wijzigen. Die wijziging strekt ertoe om instellingen van openbaar nut die afhangen van de Gemeenschappen of de Gewesten eveneens deel te laten nemen aan de pensioenregeling ingesteld door de voormelde wet van 28 april 1958.

§edert de staatshervorming van augustus 1980 behoort de bevoegdheid om voor het personeel van de instellingen van de Gemeenschappen en de Gewesten een pensioenregeling vast te stellen, tot de uitsluitende bevoegdheid van de onderscheiden Raden.

Niets belet de Gemeenschappen en de Gewesten echter om hun instellingen de machtiging te verlenen om deel te nemen aan de pensioenregeling van de wet van 28 april 1958, op voorwaarde nochtans dat aan die wet de noodzakelijke wijzigingen worden aangebracht.

Die wijzigingen zijn noodzakelijk door het feit dat de in die wet voorgeschreven procedure van aansluiting van instellingen niet meer aangepast is aan de nieuwe staatsstructuren. Die aansluiting gebeurt thans bij koninklijk besluit, op de gezamenlijke voordracht van de Minister belast met de controle over de instelling en van de

l'Administration des pensions dans ses attributions. Vu l'autonomie des Communautés et des Régions, et en particulier le fait que les membres des Exécutifs ne font plus partie du Gouvernement central, l'arrêté royal visé par l'article 1er de la loi du 28 avril 1958 ne constitue plus un instrument juridique valable pour autoriser l'affiliation des organismes relevant des Communautés ou des Régions.

Par le présent arrêté royal, il est proposé de compléter l'article 1er de la loi du 28 avril 1958 par une disposition déterminant les formes appropriées à respecter pour l'affiliation de tels organismes. Cette modification ne constitue qu'une partie de la solution d'ensemble étant donné que les Communautés et les Régions devront prendre une mesure correspondante autorisant les organismes en cause à s'affilier à la loi du 28 avril 1958. Cette autorisation prendra la forme d'un décret ou d'un autre acte pris en vertu d'un décret (arrêté de l'Exécutif).

La solution élaborée de commun accord entre le Gouvernement national et les Exécutifs tient donc parfaitement compte de l'autonomie des différents pouvoirs voulue par la récente réforme de l'Etat. Elle se base en effet sur des initiatives conjointes caractérisées par le fait qu'aucun des pouvoirs concernés ne pourrait imposer à l'autre des mesures unilatérales et contraignantes. C'est ainsi que le Roi ne pourra affilier aucun organisme sans que celui-ci n'y ait été autorisé par l'Exécutif. L'Exécutif n'aura pas non plus la possibilité de prendre un arrêté accordant à un organisme l'autorisation de s'affilier, qui obligerait le Roi à assujettir d'office cet organisme au régime de pensions précité. Les autorités nationales conservent par conséquent leur compétence propre pour juger si l'organisme autorisé à s'affilier répond effectivement aux conditions imposées, notamment en matière de statut administratif et pécuniaire.

Pour les motifs qui sont exposés ci-après, il a été jugé nécessaire d'adapter la loi du 28 avril 1958 avec effet rétroactif.

Un premier motif tient à la nécessité de corriger la situation de pension des agents de quelques organismes créés par décret. Il s'agit notamment de la « Openbare Vlaamse Afvalstoffenmaatschappij », de la « Vlaamse Waterzuiveringsmaatschappij » et du « Commissariaat-generaal voor de Internationale Culturele Samenwerking ».

Ainsi qu'il est apparu ultérieurement, ces organismes ont cru à tort que le régime de pensions créé par la loi du 28 avril 1958 pouvait leur être appliqué rapidement et sans problèmes. Entre-temps, leur personnel a été affilié au régime de pensions du secteur public et les retenues sur traitements au profit du Fonds des pensions de survie ont été effectuées. C'est pour régulariser ces situations qu'un certain effet rétroactif doit être proposé.

Un deuxième motif appelle une modification avec effet rétroactif se rattache à la situation particulière dans laquelle se trouvent des organismes qui étaient déjà affiliés à la loi du 28 avril 1958 lorsque, à la suite de la loi spéciale du 8 août 1980, ils furent placés sous le contrôle effectif des Communautés et des Régions.

Dans plusieurs avis, le Conseil d'Etat a fait valoir que de tels organismes (notamment les sociétés de développement régional) restent à juste titre depuis la dernière réforme de l'Etat soumis au régime de pensions instauré par la loi du 28 avril 1958. Mais toute modification postérieure au 1er octobre 1980 apportée à la législation nationale en matière de pensions ne serait plus applicable aux membres du personnel de ces organismes.

Afin d'éviter une telle conséquence, absolument involontaire, des lois sur la réforme de l'Etat, une solution a été élaborée en concertation avec les Communautés et les Régions, solution confirmant l'assujettissement au régime de pensions de la loi du 28 avril 1958, y compris les modifications apportées depuis le 1er octobre 1980. A cette fin, il est d'une part nécessaire d'autoriser lesdits organismes à participer, par ou en vertu d'un décret, à partir du 1er octobre 1980, au régime de pensions intégral et d'autre part de rendre cette autorisation valable à partir de la même date au moyen d'un arrêté royal.

L'attribution de l'effet rétroactif au 1er octobre 1980 permettra au Gouvernement d'apporter une solution pour les deux catégories d'organismes.

Enfin, ladite modification apportée à la loi du 28 avril 1958, par voie d'arrêté royal pris sur la base de l'article 17, § 2, de la loi du 28 décembre 1984, avec effet au 1er octobre 1980, n'est possible qu'à

Minister tot wiens bevoegdheid de Administratie der Pensioenen behoort. Gelet op de autonomie van de Gemeenschappen en de Gewesten, en inzonderheid op het feit dat de leden van de Executieven geen deel meer uitmaken van de centrale Regering, is het door artikel 1 van de wet van 28 april 1958 bedoelde koninklijk besluit geen geldig juridisch instrument meer om de aansluiting van Gemeenschaps- of Gewestinstellingen te kunnen aanvaarden.

Met dit koninklijk besluit wordt voorgesteld om artikel 1 van de wet van 28 april 1958 aan te vullen met een bepaling die in een aangepaste formule voor de aansluiting van dergelijke instellingen voorziet. Die wijziging vormt slechts een deel van de globale oplossing, aangezien de Gemeenschappen en de Gewesten een overeenstemmende maatregel zullen moeten nemen, waarbij de bedoelde instellingen ertoe gemachtigd worden om aan te sluiten bij de wet van 28 april 1958. Die machtiging zal concreet de vorm aannemen van een dekreet of van een andere akte genomen krachtens een dekreet (besluit van de Executieve).

De in gemeen overleg tussen de nationale Regering en de Executieven uitgewerkte oplossing houdt aldus volledig rekening met de door de jongste staatsvorming gewilde autonomie der onderscheiden gezagsorganen. Ze steunt immers op een wederzijds sarnegaan van initiatieven, waarbij geen van de betrokken gezagsorganen aan de andere eenzijdige en bindende voorschriften kan opleggen. Zo zal de Koning geen instelling kunnen aansluiten, zonder dat die daartoe door de Executieve zou zijn gemachtigd. Evenmin ligt het in het vermogen van een besluit van de Executieve, waarbij aan een instelling machtiging tot deelneming wordt verleend, om de Koning te verplichten die instelling ook daadwerkelijk aan te sluiten bij de meerbedeelde pensioenregeling. De nationale gezagsorganen behouden bijgevolg hun autonome beoordelingsbevoegdheid om na te gaan of de tot aansluiting gemachtigde instelling wel degelijk beantwoordt aan de gestelde vereisten, met name op het vlak van het administratief en geldelijk statuut.

Om de hierna toegelichte redenen is het nodig gebleken om de wijziging aan de wet van 28 april 1958 met terugwerkende kracht door te voeren.

Een eerste reden ligt vervaar in de noodzaak om de pensioentoeestand van personeelsleden van enkele bij dekreet opgerichte instellingen recht te zetten. Het gaat onder meer om de Openbare Vlaamse Afvalstoffenmaatschappij, de Vlaamse Waterzuiveringsmaatschappij en het Commissariaat-generaal voor de Internationale Culturele Samenwerking.

Die instellingen waren, naar achteraf gebleken is, ten onrechte de mening toegedaan dat de pensioenregeling ingesteld door de wet van 28 april 1958 snel en zonder moeilijkheden op hen toepasselijk zou kunnen worden gemaakt. In afwachting daarvan werd hun personeel officieus aangesloten bij de pensioenregeling van de overheidssector, en werden er afhoudingen op de wedden, bestemd voor het Fonds voor Overlevingspensioenen, gestort. Teneinde die toestanden nu te kunnen regulariseren wordt een zekere terugwerkende kracht voorgesteld.

Een tweede reden voor een wijziging met terugwerkende kracht houdt verband met de bijzondere toestand waarin zich instellingen bevinden die bij de wet van 28 april 1958 aangesloten waren toen zij krachtens de bijzondere wet van 8 augustus 1980 onder het effectief toezicht werden geplaatst van de Gemeenschappen of de Gewesten.

In meerdere adviezen heeft de Raad van State doen gelden dat dergelijke instellingen (zoals onder meer de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappijen) sedert de jonste staatsvorming nog wel terecht aangesloten blijven bij de pensioenregeling ingesteld door de wet van 28 april 1958. Maar iedere wijziging doorgevoerd na 1 oktober 1980 aan de nationale pensioenwetgeving zou niet meer toepasselijk zijn op personeelsleden van die instellingen.

Teneinde een dergelijk — absoluut ongewild — neveneffect van de wetten op de staatsvorming te vermijden werd in overleg met de Gemeenschappen en de Gewesten een regeling uitgewerkt die de aansluiting bevestigt bij de pensioenregeling van de wet van 28 april 1958, met inbegrip van de wijzigingen die daaraan sedert 1 oktober 1980 werden of zullen worden aangebracht. Daartoe is enerzijds nodig dat de bedoelde instellingen door of krachtens een dekreet gemachtigd worden om vanaf 1 oktober 1980 deel te nemen aan de aldus begrepen integrale pensioenregeling en dat die machtiging anderzijds vanaf dezelfde datum wordt aanvaard, door middel van een koninklijk besluit.

Het verlenen van terugwerkende kracht tot 1 oktober 1980 zal de Regering in staat stellen om voor beide categorieën van instellingen een oplossing uit te werken.

Tenslotte is de hierboven toegelichte wijziging aan de wet van 28 april 1958 met ingang op 1 oktober 1980 door middel van een koninklijk besluit genomen op grond van artikel 17, § 2, van de wet

condition que cette dernière disposition produise ses effets également à partir du 1er octobre 1980. L'article 20 de ladite loi prévoit cette possibilité étant donné qu'il accorde au Roi le soin de déterminer la date d'entrée en vigueur des diverses dispositions de cette loi.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,
P. MAINIL

10 JUIN 1985. — Arrêté royal portant mise en vigueur et exécution de l'article 17, § 2, de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public, notamment les articles 17, § 2 et 20;

Vu la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, notamment l'article 1er;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 7 mars 1985;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 17, § 2, de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public produit ses effets le 1er octobre 1980.

Art. 2. L'article 1er de la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa 2, lorsqu'un organisme d'intérêt public placé sous le contrôle d'une Communauté ou d'une Région a été autorisé par ou en vertu d'un décret, à participer au régime de pension organisé par la présente loi, le Roi procède à la désignation de cet organisme, sur la proposition du Ministre qui a l'Administration des pensions dans ses attributions. »

Art. 3. L'article 2 produit ses effets le 1er octobre 1980.

Art. 4. Notre Ministre qui a l'Administration des pensions dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 juin 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,
P. MAINIL

van 28 december 1984 slechts mogelijk, op voorwaarde dat aan die laatste wetsbepaling eveneens uitwerking gegeven wordt vanaf 1 oktober 1980. Dit is mogelijk aangezien artikel 20 van diezelfde wet de Koning de zorg toevertrouwd heeft om de datum van inwerkingtreding van de diverse bepalingen van die wet te bepalen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,
P. MAINIL

10 JUNI 1985. — Koninklijk besluit houdende inwerkingstelling en uitvoering van artikel 17, § 2, van de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op de artikelen 17, § 2 en 20;

Gelet op de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het advies van de Algemene Syndikale Raad van advies;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 7 maart 1985;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Pensioenen en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 17, § 2, van de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1980.

Art. 2. Artikel 1 van de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van het tweede lid wijst de Koning, wanneer een onder het toezicht van een Gemeenschap of een Gewest geplaatste instelling van openbaar nut door of krachtens een decreet gemachtigd is om deel te nemen aan de pensioenregeling die bij deze wet is georganiseerd, deze instelling aan op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Administratie der Pensioenen behoort. »

Art. 3. Artikel 2 heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1980.

Art. 4. Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Administratie der Pensioenen behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 juni 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,
P. MAINIL